



**SOUS-PREFECTURE DE SAINT-PAUL**

BRDT  
Mmes Laurence MONIE  
Marie-Lyse CATHERINE  
0262358920  
0262358934



**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION  
de l'association n° W9R4000094**

Ancienne référence  
de l'association :  
9744001945

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

**La Sous-Préfète de St-Paul**

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **23 mars 2015**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

**DIRIGEANTS**

dans l'association dont le titre est :

**COMITE REGIONAL D'ETUDES ET DE SPORTS SOUS MARINS DE LA REUNION**

dont le siège social est situé : 2 bis rue des brisant - base nautique  
St Gilles les bains  
97434 Saint-Paul

Décision(s) prise(s) le(s) : **21 février 2015**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal

Saint-Paul, le 01 avril 2015

P/La Sous-Préfète

La chef de bureau  
de la réglementation et  
de la délivrance des titres  
**Nathalie FOURTIAU**

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 9 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.